

• (9.00 p.m.)

La pollution existe depuis la plus haute antiquité. Mais comme problème, ses répercussions ne se font sentir que depuis que notre densité démographique localisée a produit plus de déchets que nos lacs et cours d'eau ne peuvent en assimiler.

La pollution a trois principales causes: les déchets des êtres humains et des animaux, l'industrie et l'érosion qui déversent des saletés et des détritiques dans nos lacs et nos cours d'eau.

Malgré les belles réalisations passées et présentes de certaines municipalités et industries, beaucoup de nos lacs et de nos cours d'eau sont encore pollués...

La pollution des eaux est devenue un problème national. Il ressort clairement de l'étude des facteurs politico-économiques du contrôle de la pollution des eaux que l'aspect politique prend de plus en plus d'importance que l'aspect économique.

«Le tollé général, dit le *Pulp and Paper Magazine of Canada*, forcera l'industrie canadienne à nettoyer les cours d'eau pendant la prochaine décennie, quoi qu'il en coûte». Le seul espoir, et il est bien mince, c'est que l'industrie réussisse à éduquer le public et que le gouvernement adopte des normes qualitatives raisonnables pour l'eau, assez strictes pour garder l'eau propre sans qu'il en coûte trop à l'industrie, autrement elle devra fermer ses portes. Comme l'a si bien dit un cadre industriel: «La pureté primitive d'une rivière serait une piètre consolation pour celui qui serait privé de son gagne-pain»...

Bien des compagnies ont fait des dépenses d'investissement considérables dans des systèmes d'épuration des eaux, alors que peu de pressions législatives étaient exercées sur elles. Dans bien des cas, les investissements ont porté fruit. Mais maintenant que les gouvernements s'en mêlent, qu'ils appliquent des normes sévères nécessitant des dépenses considérables pour répondre à ces conditions nouvelles, les compagnies ne retireront que peu ou pas de profit de leurs investissements.

L'argent est un des moyens de résoudre bien des problèmes dans le domaine de la pollution. La technologie fait des progrès et avec l'argent voulu, on peut faire beaucoup pour améliorer notre environnement. Toutefois, nous avisons encore aux moyens d'obtenir le résultat souhaité que le pays peut s'offrir au point de vue économique. Comme le ministre de la Justice, M. John Turner, l'a dit: «La solution matérielle est à notre portée.» Le problème qui subsiste est d'ordre économique et peut-être administratif. Il faut de l'argent pour traiter les eaux avant de les déverser dans une rivière.

De 1960 à 1969 inclusivement, des fabriques canadiennes de pâtes et papiers, qui représentent 75 p. 100 de l'ensemble de la production globale de ce secteur industriel, ont dépensé plus de 95 millions de dollars pour la mise en place d'installations antipollution...

On estime que, rien que dans l'Ontario, il faudrait dépenser 8 millions de dollars pour assurer un traitement primaire dans l'ensemble des fabriques, et même ce traitement ne réduirait pas les corps solides suspendus jusqu'au point requis par les règlements de l'OWRC. Au Québec, la régie des eaux estime que les fabriques de cette province devront dépenser 100 millions de dollars pour satisfaire aux conditions qu'elle a énoncées récemment.

Pour l'ensemble de cette industrie, certaines estimations ont chiffré à plus de 250 millions de dollars les investissements supplémentaires que nécessitera la lutte contre la pollution, les dépenses d'exploitation annuelles devant s'élever, à elles seules, à 40 millions de dollars, dans le cadre d'un programme de mise en place d'installations primaires et secondaires de traitement dans chaque fabrique de pâtes et papiers du Canada.

J'ai déjà indiqué à la Chambre à une autre occasion quels efforts déploient les fabriques de pâtes et papiers pour conjurer cette menace. Il y a, par exemple, la Great Lakes Paper Company à Thunder Bay qui dépense des millions de dollars pour éliminer les matières polluantes qui flottent dans l'air au-dessus de la rivière Kaministiquia, et nous devons la féliciter du succès que connaît cette initiative. Bien entendu, l'idéal serait un milieu absolument libre de toute matière polluante quelle qu'elle soit; mais cela ne serait possible que dans un environnement tout à fait stérile où aucune vie n'existerait.

[M. Badanai.]

Il serait plus souhaitable de pouvoir disposer d'habitations capables de loger une population sans cesse croissante, et des possibilités de travailler et de se divertir dans une atmosphère non polluée. Mais dans notre collectivité urbaine et industrielle en continuelle expansion, il nous faut apprendre à nous adapter aux changements. Nous devons aussi reconnaître que l'homme lui-même est source de pollution; toutefois, le fait que nous ne pouvons atteindre à la perfection ne saurait nous excuser de ne pas faire au moins notre possible; mais tout de même, il faut être pratique et réaliste. Le fait qu'il saisit toutes les occasions offertes par les plus récentes découvertes techniques pour contrôler la pollution prouve bien que le gouvernement fédéral, de concert avec les autorités provinciales et celles des États-Unis, se préoccupe sincèrement de protéger l'environnement en bordure des Grands lacs.

Je m'inquiète aussi des nouvelles selon lesquelles l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent voudrait augmenter ses redevances et l'utilisation du canal Welland serait assujettie à des droits, car l'économie de Thunder Bay et du Nord-Ouest de l'Ontario en pâtirait. Des transports à bon marché ont toujours été un impératif pour le succès des exportations canadiennes. A cause de l'immensité du pays, le maintien de ce facteur est essentiel pour nous permettre d'exporter économiquement nos surplus de blé, de minerai de fer et nos autres marchandises et fournitures. Par contre, les prix des produits importés monteraient probablement en flèche si l'on élevait les barèmes. Les expéditeurs répercuteraient tout simplement les augmentations de redevances sur le consommateur sous forme de prix de vente plus élevés.

Les fabricants de l'Ontario dont les affaires dépendent de l'exportation font déjà face à une concurrence acharnée de pays avantagés à bien des points de vue. L'administration, en augmentant les redevances, et de ce fait les prix d'exportation, risque de mettre l'industrie canadienne hors d'état de soutenir la concurrence. Le résultat ne favoriserait pas la lutte contre le chômage. Je recommande donc instamment que le gouvernement revienne sur tous projets d'augmentation de redevances des réseaux de transport, dont le résultat final serait d'augmenter les prix des aliments et des services.

Pour ce qui est du logement, chaque localité a ses problèmes propres. Le ministre des Finances (M. Benson) a compris qu'il fallait accroître le budget en capital de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Sous l'habile direction du ministre chargé du logement et de l'aménagement urbain, on s'attaque à ces problèmes avec énergie et application intelligente afin d'assurer un logement convenable à chaque famille du pays.

Le budget, monsieur l'Orateur, traduit les objectifs du gouvernement: réduire le chômage, enrayer l'inflation et favoriser la justice sociale et une économie prospère.

• (9.10 p.m.)

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, au cours du débat sur la motion et l'amendement on se demande quel a été le but principal de la présentation de ce mini-budget. Certaines gens peu charitables ont dit qu'il avait pour but de maintenir la surtaxe de 3 p. 100. C'était peut-être là l'objet premier. Tout le contenu du budget crée l'impression que le gouvernement ne sait pas très bien où il se dirige. Il ne sait pas ce qu'il veut ni comment y arriver. Est-ce que l'engagement prin-